Les Etats généraux de la presse burundaise

Top Medias, 7 mars 2011Les Etats GÃ©nÃ©raux des MÃ©dias et de la Communication ont eu lieu dans un climat un peu tendu. Les journalistes burundais rÃ©clament la dÃ©pÃ©nalisation des dÃ©lits de presse au Burundi. Cet Ã©vÃ©nement est important pour la croissance et le dÃ©veloppement des mÃ©dias et de la communication au Burundi.Le Premier Vice-PrÃ©sident de la RÃ©publique burundaise a procÃ©dÃ© Ã la clÃ´ture des Assises des Etats GÃ©nÃ©raux des MÃ©dias et de Communication. Il a lu les recommandations formulÃ©es par les participants Ã lâ€™issue des travaux dans diffÃ©rentes commissions, portant notamment sur la dÃ©pÃ©nalisation des dÃ©lits de presse, le fond dâ€™appui aux mÃ©dias et du passag lâ€™analogue au numÃ©rique ont sanctionnÃ© la fin de ces assises.
Les autoritÃ©s burundaises ont reconnu que les mÃ©dias ont un rÃ´le fondamental dans lâ€™accÃ©lÃ©ration du dÃ©veloppem socio-Ã©conomique vers une Ã©conomie de lâ€™Information et du savoir dans le pays. Une bonne politique de communication pourrait constituer un catalyseur pour atteindre les objectifs de la Vision 2025 pour une intÃ©gration du Burundi au sein de la CommunautÃ© Est-africaine et consolider la paix dans un climat de responsabilitÃ© de chacun et dans le respect de la loi.Au cours de ces assises, les participants sont revenus sans cesse sur certaines questions sensibles telles que la dÃ©pÃ©nalisation des dÃ©lits de presse, la formation des professionnels des mÃ©dias et de la communication, la Communication politique et institutionnelle, le fonds dâ€™appui aux mÃ©dias, et lâ€™accÃ¨s du public aux Technologies de lâ€™Information et de la Communication ainsi que la rÃ©gulation de ce domaine.Sâ€™agissant de la formation des professionn des mÃ©dias et de la communication, les autoritÃ©s burundaises ont expliquÃ© quâ€™il existe dÃ©jÃ au sein de lâ€™Univers Burundi un Master ComplÃ©mentaire en Journalisme et quâ€™elles comptent gÃ©nÃ©raliser cette formation dans les enseignements universitaires. Le processus de rÃ©forme de lâ€™Enseignement SupÃ©rieur en cours prendra en compte cette prÃ©occupation. Â« Nous rÃ©affirmons la ferme dÃ©termination du Gouvernement Ã rouvrir une Ecole de journalisme au Burundi en dÃ©pit des contraintes budgÃ©taires Â», a dÃ©clarÃ© le premier Vice-PrÃ©sident.Les mÃ©dias ont besoin dâ€™Ãª appuyÃ©s financiÃ¨rement et pour cela le Gouvernement sâ€™est engagÃ© Ã explorer les opportunitÃ©s pour la mise en place effective du fonds dâ€™appui aux mÃ©dias longtemps attendu.A lâ€™issue des dÃ©bats, parfois houleux mais toujours riches fructueux, les participants ont mis en place un comitÃ© restreint chargÃ© de finaliser le projet de loi sur la dÃ©pÃ©nalisation des dÃ©lits de presse au Burundi, lequel sera soumis au Parlement, tenant compte des amendements formulÃ©s, pour Ãªtre adoptÃ© par les deux chambres.ConformÃ©ment aux Recommandations issues de ces Etats GÃ©nÃ©raux, le Gouvernement burundais va prendre ses responsabilitÃ©s pour harmoniser les trois Projets de loi sur la Presse Ã savoir : la rÃ©vision de la loi sur la presse, le projet de statut de Journaliste et le Projet de statut du fonds dâ€™aide aux mÃ©dias.Aussi, le suivi des mÃ©canismes de Renforcement de la capacitÃ© nationale en Technologies dâ€™Information et de la Communication, sera une question que le Gouvernement prendra Ã cÅ“ur. Il sâ€™agit particuliÃ¨rement dâ€™accÃ©lÃ©rer la prÃ©paration des structure nationales intÃ©ressÃ©es au basculement de lâ€™analogique au numÃ©rique fixÃ© Ã lâ€™horizon 2012 au sein de la Comm Africaine.Au niveau des Institutions de lâ€™Etat dans un souci de rendre fluide la circulation de lâ€™information. Les prÃ©sente assises ont Ã©galement une rÃ©flexion sur la nuance mÃ©dias publics/mÃ©dias privÃ©s. Au regard des prÃ©occupations Ã ce sujet, les autoritÃ©s burundaises ont promis dâ€™engager un dialogue constructif Ã ce sujet qui pourrait dÃ©gager des compromis de nature Ã garantir la responsabilitÃ© sociale des mÃ©dias aussi bien publics que privÃ©s.Les Etats GÃ©nÃ©raux des MÃ©dias et de la Communication ont Ã©tÃ© financÃ©s par le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB).